



## Windsor: Un accueil royal pour Israël

Par [Tony Greenstein](#)

Mondialisation.ca, 03 avril 2008

[The Guardian](#) 3 avril 2008

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

Le 7 avril, le prince Philip sera l'hôte d'un dîner au château de Windsor organisé par le Fonds National Juif (FNJ). Ils vont marquer le 60ème anniversaire de création de l'état d'Israël. Cependant, ce n'est pas un dîner privé, et le FNJ n'est pas une organisation ordinaire non plus.

Le FNJ a été créé en 1901 comme [l'aile en charge de la colonisation des terres](#) de l'Organisation Sioniste Mondiale. Il est devenu l'un des instruments principaux impliqués dans la planification pour la dépossession et l'expulsion des Palestiniens. Jusqu'à 1948, le FNJ a acheté des terres pour la colonisation, souvent des propriétaires absentéistes, et puis il a expulsé les paysans de ces terres. Contrairement à la pratique normale sous domination coloniale, les Palestiniens n'ont pas été réemployés comme ouvriers salariés, mais chassés complètement des terres. C'était le concept des terres juives. Mais même en 1947, [moins de 7%](#) des terres de la Palestine avaient été achetées.

Le FNJ a joué un rôle crucial dans la planification du nettoyage ethnique de la Palestine. Dans les années conduisant à la création de l'état d'Israël, le FNJ était une voix prépondérante dans l'établissement d'un consensus au sein de la direction sioniste pour le « transfert ». Bien que non discuté ouvertement entre les dirigeants sionistes, il était admis qu'un état juif ne pourrait voir le jour que si les Arabes aient été transférés à l'extérieur de l'état. La Palestine était une terre où à peine un tiers des habitants étaient juifs (*ceci en 1947 après une immigration massive des Juifs vers la Palestine durant le mandat britannique et notamment pendant la deuxième guerre mondiale, alors que leur nombre ne dépassait pas 13% en 1922, Ndt*), et même dans la zone attribuée par l'ONU à un état juif, à peine la moitié des habitants étaient juifs. Comme chef du département de colonisation des terres, Josef Weitz, a écrit dans son journal en 1940 :

« La seule solution est de transférer tous les Arabes d'ici aux pays voisins. Pas un seul village ni une seule tribu ne doivent être laissés ». [Ilan Pappé : Le Nettoyage Ethnique de la Palestine, page 62]

Weitz a formé plus tard sous l'autorité de David Ben Gourions, une Commission de Transfert. Et entre 1947 et 1949, une possibilité de mettre ces idées en pratique s'est présentée. Comme Tom Segev l'a rappelé dans Haaretz, une réunion a eu lieu à Haïfa le 27 mars 1948, concernant le sort des bédouins arabes d'Al-Ghawarina dans la région de Haïfa. « Il faut les faire partir d'ici, afin qu'ils ne viennent pas, eux aussi, rajouter encore à nos problèmes », a écrit Josef Weitz dans son journal personnel.

Le FNJ occupe une position unique en Israël. Il est théoriquement une organisation indépendante, mais en réalité il s'agit d'une section de l'état en sous-traitance externe, contrôlée par des bureaucrates non élus et irresponsables, réalisant des fonctions que l'état lui-même ne peut faire ouvertement. Le FNJ fonctionne comme un avant-poste idéologique du mouvement du Grand Israël, et lorsque l'armée israélienne a rasé les villages palestiniens d'Imwas, Yalu et Beit Nuba en 1967, et a expulsé leurs habitants, le FNJ a pris en charge la construction du [Parc National du Canada](#) sur leurs ruines.

Le statut du FNJ a été formalisé par la loi KKL de 1953 (KKL = FNJ ou Keren Kayemet Le-Israël, en hébreu, Ndt) selon laquelle ses statuts d'association devraient être approuvés par le ministre de la justice. En novembre 1961 une convention a été signée entre l'état d'Israël et le FNJ qui accordait à ce dernier le contrôle effectif de la politique de la répartition des terres de l'état d'Israël qui, ensemble avec l'Administration des Terres Israéliennes, contrôlaient 93% des terres israéliennes. Selon l'article 3a de ses statuts, le FNJ a été créé « dans le but d'installer les Juifs sur les terres et les propriétés » qu'il pourrait obtenir.

La famille royale britannique a un rôle constitutionnel plus important que leurs privilèges privés. On les considère comme les représentants de société britannique et on verra inévitablement leur invitation au FNJ comme l'octroi d'un certificat royal d'approbation de la Nakba, la catastrophe palestinienne. Le rôle britannique dans l'armement des milices sionistes qui se sont attaqués comme des loups sur des villageois en grande partie sans défense, tout en écrasant le soulèvement national palestinien de 1936, est suffisamment infâme pour se passer de la célébration de la monarchie des conséquences de la perfidie britannique.

Ce n'est pas que l'association entre la famille royale et les aspects les plus barbares du colonialisme, soit quelque chose de nouveau. La famille royale d'aujourd'hui peut tenir des dîners de gala pour célébrer l'abolition de la traite négrière et rendre hommage à Wilberforce (1759-1833, homme politique anglais et philanthrope qui a combattu toute sa vie pour l'abolition de l'esclavage, Ndt), mais quand l'esclavage était un intérêt général, ses partisans les plus ardents étaient les membres de la famille royale. Elisabeth I était entrée dans le monde des affaires comme un partenaire du négrier John Hawkins, Charles II était un actionnaire principal dans la Compagnie Royale Africaine (*compagnie anglaise de traite négrière entre 1672 et 1731 et puis de trafic d'ivoire et d'or jusqu'à 1752 l'année de sa dissolution, Ndt*), et William IV, alors duc de Clarence, s'était prononcé fortement contre l'abolition de la traite négrière et l'affranchissement des esclaves à la Chambre des Lords.

Avec l'exception du cas isolé de la Princesse Diana et sa campagne contre des mines terrestres, la famille royale était associée aux aspects les plus ataviques et sanglants du règne impérial britannique. De la révolte indienne et le massacre d'Amritsar (*le 13 avril 1919, les soldats de l'armée de colonisation britannique tirent sur un rassemblement politique pacifique à Amritsar, Pendjab, causant 379 morts et 1200 blessés environ, Ndt*) au camp de la mort Hola au Kenya (*le 3 mars 1959 des prisonniers kenyans au camp de détention de Hola furent battus durant 3 à 4 heures par les gardes du colonisateur britannique provoquant la mort de 11 prisonniers et des blessures graves à 60, Ndt*), la famille royale était toujours associée au militarisme et à l'empire. Le rôle du prince Harry en Afghanistan n'est qu'une suite de cette histoire sans gloire.

En 1995, un couple arabe, les Kadans, a essayé d'acheter un appartement à Katzir. Pendant 10 ans, le FNJ et l'Autorité des Terres Israéliennes (ILA, Israeli Lands Authority) ont tenté d'empêcher la location-vente des terres « juives » à des non-Juifs. Finalement, la Cour

suprême a statué que les terres ne pouvaient être vendues qu'à des Juifs uniquement.

Cela a causé d'énormes embarras chez les Juifs du monde entier. Comment les Juifs pourraient-ils protester contre l'antisémitisme, alors qu'ils approuvent de manière flagrante des pratiques racistes en Israël ? Le mouvement de réforme américaine, à laquelle adhèrent la plupart des Juifs, a clairement condamné cette pratique.

Cependant, le FNJ lui-même, était loin d'être embarrassé. Il a entamé une campagne visant à annuler la décision du tribunal, et l'été dernier il a déposé un projet de loi à la Knesset, qui a été votée en première lecture par 64 contre 16 voix. Sous le titre « KKL-FNJ – Tutelle pour le peuple juif sur sa terre », le FNJ [écrit sur son site](#) que :

« Un sondage commandé par KKL-FNJ révèle que plus de 70% de la population juive en Israël s'oppose à l'attribution des terres KKL-FNJ aux non-Juifs, tandis que plus de 80% préfère la définition d'Israël comme état juif, plutôt que comme l'état de tous ses citoyens ».

Les implications sont claires. Si Israël est un état juif, alors il ne peut pas être un état de ses citoyens, et encore moins un état démocratique. Cette situation a incité le journal libéral israélien, Haaretz, de publier [un franc éditorial](#) intitulé « Un état juif raciste », dans lequel il écrivait :

« Chaque jour, la Knesset a la possibilité d'adopter des lois qui pourront faire progresser Israël comme un état juif démocratique, ou le faire transformer en un état juif raciste. Il y a une ligne très fine entre les deux [situations]. Cette semaine, la ligne a été franchie ».

Même le vieux journal posé 'Jewish Chronicle' a [lancé un débat](#) : « Est-ce que c'est raciste de réserver des terres israéliennes pour les Juifs uniquement ? »

Pourtant, ceci fait partie d'un débat plus large sur le « problème démographique », qui n'est qu'un abrégé de « le fait est qu'il y a trop d'Arabes ». Des universitaires tels que le professeur Arnon Sofer, de l'Université de Haïfa, sont [bien clairs](#) sur ce « problème » :

« Il ne faut pas oublier que le même jour où les forces de défense israéliennes déploient des efforts et parviennent à éliminer tel terroriste ou tel autre, dans cette même journée, comme dans tous les jours de l'année, à l'intérieur des territoires à l'ouest d'Israël, plus de 400 enfants sont en train de naître, dont certains deviendront de nouveaux auteurs d'attentats-suicide ».

Le FNJ se trouve de l'autre côté de la clôture que ceux qui veulent voir Israël comme un état de tous ses citoyens, et pas seulement les Juifs. C'est déjà dommage que notre premier ministre, Gordon Brown, soit un mécène du FNJ. Mais, pour la famille royale, recevoir comme leurs invités ceux qui se consacrent au maintien d'Israël comme un état de seulement une partie de ses citoyens, est une honte.

Une lettre du brigadier Sir Miles Hunt Davies, le secrétaire personnel du duc d'Edimbourg, cherche à excuser l'accueil royal du FNJ en affirmant que « les recettes du dîner vont à un certain nombre d'associations de bienfaisance, dont l'une sera 'Le Prix Israélien de la Jeunesse pour les Jeunes' (Israeli Youth Award for Young People), qui est la branche israélienne du 'Prix du Duc d'Edimbourg' (Duke of Edinburgh's Award). Cette association de bienfaisance joue un rôle important en essayant de combler le fossé entre les jeunes de toutes confessions et origines, dans différents endroits dont Israël et la Jordanie ».

Ainsi, selon cette logique, la famille royale sera l'hôte d'un dîner pour une organisation qui est clairement discriminatoire à l'encontre des Palestiniens et des non-Juifs, car les recettes seront versées à une organisation de bienfaisance qui, apparemment, fait tout à fait le contraire. Il fallait y penser.

Article original en anglais, The Guardian, le 25 mars 2008:

[http://commentisfree.guardian.co.uk/tony\\_greenstein/2008/03/israels\\_royal\\_welcome.html](http://commentisfree.guardian.co.uk/tony_greenstein/2008/03/israels_royal_welcome.html)

*Traduction de l'anglais: lyad*

Article publié en français sur Info Palestine: <http://www.info-palestine.net/>

La source originale de cet article est [The Guardian](#)

Copyright © [Tony Greenstein](#), [The Guardian](#), 2008

---

Articles Par : [Tony Greenstein](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)